Legajo n.º 20

Sexta auto

55-9 21

9

Extractos sacados por el Señor Saavedra de diferentes diarios de economia politica publicados en tiempo de la Republica francesa.

1798

nº 1

FACULTAD de TEOLOGIA GRANADA

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA GRANADA

55-9

FACULTAD de TEOLOGIA
GRANADA

FACULTAD de TEOLOGIA
GRANADA

1

Extracto del libro Frances intitulado

Situacion actuelle des Finances de la

France et de l'Anglaterre. A Paris

Chez Briand 1789.

Capº 1º.

Desde la conquista de Inglaterra pr. Guillelmo

de Normandia en 1066, los Ingleses, y Franceses

estan en continua guerra. Primero se disputa-

ron los territorios q.e sus respectivos Reyes, eacian

pertenecerles, y despues de haver disputado el imperio

de los mares, y la preponderancia en el Sistema

Gen.l de Europa. En los cien años q.e han corrido

desde la revolucion del año 1688, en q.e los Ingleses

perfeccionaron su constitucion, hasta el dia las

dos naciones se han hecho cinco veces la guerra

y esta ha ocupado el espacio de cuarenta y
dos años. Atepresènte las guerras no son
tan sangrientas como lo fueron en lo anti-
guo, pero son sin comparacion mas costosas,
No bastan pa. sostenerlas la rentas regulares de
una nacion, ni los tributos extraordinarios
q. puede imponer. Es indispensable q. se acuda
con sumas enormes. Ati ha sucedido a la Francia
y la Inglaterra; apenas pueden pagar los redits
q. las inmensas sumas q. deben. Y si acaecie-
se entre ellas nuevo rompimto. acaso acarrearia
su entera ruina.

Cap.o 2.o

Aumento de la renta publica en los dos reinos.

En el año de 60., esto es el penultimo de la
Reina Ysabela, la renta regular de Inglaterra

JOURNAL DE PARIS.

Lundi 27 AVRIL 1789, *de la Lune le* 3.

LE SOLEIL se lève à 4 heures 50 minut., & se couche à 7 heures 11 minut.

LA LUNE se lève à 5 h. 53 min. du matin, & se couche à 9 h. 42 min. du soir.

Rapport du Tems vrai au Tems moyen. Au midi du Soleil, la pendule doit marq. 11 h. 57 m. 23 s.

Hauteur de la Rivière. Le 25 à 6 p. 8 p., & le 26 à 6 p. 8 p. (haut. moyenne 5 pieds.)

Réverbères. Allumés à 7 heur. 35 min., éteints à 3 h. 0 min.

Observations Météorologiques, du Sam. 25 Avril.

Époques.	Thermom.	Baromèt.	Vent.	État du Ciel & Remarques.
A 5 h. m.	+ 3, 6	27. 9, 8		Ciel assez beau toute la matinée; couvert le reste de la journée; pluie une grande partie de la soirée.
A 1 ½ s.	+ 10, 9	27. 10, 5	N. O.	
A 11 ¼ s.	+ 6. 5	27. 7 6		

EXTRAITS.

BELLES-LETTRES.

SITUATION actuelle des finances de la France & de l'Angleterre. A Paris, chez *Briand*, Libr., hôtel de Villiers, rue Pavée St-André des Arcs. In-4° de 139 pages.

Cet Ouvrage est un tableau comparatif dans lequel on expose les accroissemens progressifs du revenu public & de la dette nationale des deux Royaumes. On y voit que depuis la révolution de 1688 qui fit descendre du trône le dernier Roi de la Maison des *Stuarts*, c'est-à-dire, depuis cent ans, l'Angleterre & la France ont été, en diverses reprises pendant quarante-deux ans, dans un état de guerre ouverte. « Aux cinq époques où les deux Nations ont armé l'une contre l'autre, leurs Administrateurs n'ont jamais manqué de croire & de leur dire qu'il y alloit de leur intérêt ou au moins de leur gloire de se faire la guerre; mais quel a été le résultat d'une rivalité si constante & si opiniâtre, un affoiblissement égal & mutuel occasionné par la perte des hommes, par des dépenses effroyables, & par des suspensions répétées dans les entreprises du commerce & dans les travaux de l'industrie. L'activité des deux Peuples remédie ordinairement dans un espace de tems fort court aux atteintes portées à leur commerce ou à leur population; mais quelque puissante qu'elle soit, cette même activité ne peut leur faire retrouver aussi facilement les sommes immenses dépensées de part & d'autre pendant la guerre. Aussi à cet égard, les deux Nations sont-elles également épuisées. Toutes deux sont accablées sous le poids énorme de leurs dettes. Aucune des deux ne pourroit, sans hasarder leur ruine entière, méditer une nouvelle rupture, & donner lieu à la réproduction des mêmes efforts qu'elles ont faits toutes deux dans la dernière guerre; c'est ce qu'on se propose de leur prouver dans cet essai ». Au premier apperçu, il semble que les finances de France sont à l'instant présent dans un véritable désordre, comparées à celles de l'Angleterre; mais la suite de ces recherches prouve évidemment que, dans ce dernier Pays, l'ordre n'existe que parce qu'on s'y est résolu promptement, & au moment qu'ils ont paru nécessaires, à des sacrifices que l'on recule en France autant que l'on peut, par lesquels il faudra finir, & qui seront au reste bien inférieurs à la somme de ceux que la Grande Bretagne a arrêtés successivement pour éviter le vide dans ses finances.

Le calcul des revenus de l'Angleterre a

toujours été public. L'Auteur en fait le relevé depuis le règne *d'Eliſabeth* juſqu'en 1786 d'après les Auteurs les plus eſtimés. En 1600, il étoit de quatorze millions : en 1786, il eſt de trois cents ſoixante-ſept, c'eſt-à-dire, vingt-ſix fois plus conſidérable, & ce qu'il y a d'étonnant, c'eſt qu'il a preſque triplé en trente-cinq ans, puiſqu'il n'étoit que de cent trente-huit millions en 1751.

La conduite myſtérieuſe de l'adminiſtration françoiſe juſqu'aux derniers tems ne permet pas de préſenter pour nos finances un tableau qui ait la même certitude. On ſait cependant que ſous François Ier le revenu étoit à peu près de 31 millions d'aujourd'hui, ſous *Louis XIII* de quatre-vingt-ſix, ſous *Louis XIV*, pendant l'adminiſtration de *Colbert*, de deux cents huit, ſous *Louis XV* de trois cents huit; enfin en 1788, ſuivant le dernier compte du Gouvernement, il eſt d'environ quatre cents ſoixante douze millions. D'après ces calculs, ſur leſquels il y auroit bien quelques obſervations à faire, mais que nous nous interdiſons, l'Auteur fait voir que dans l'eſpace d'un ſiècle, la charge du Peuple eſt devenue huit fois plus grande en Angleterre, tandis qu'en France elle a ſeulement un peu plus que doublé.

Autres faits conſignés dans ces recherches.

La totalité des capitaux empruntés par les Anglois dans la dernière guerre ſe monte à deux milliards deux cents quatre-vingt-douze millions. Celle des emprunts faits en France, en déduiſant les rembourſemens, n'a pas paſſé un milliard cinq cents millions; cependant plus de quatre-vingt-ſix millions du revenu ordinaire de la France ſont ſacrifiés purement à ſatisfaire aux engagemens réſultans de la guerre d'Amérique. Il réſulte de cet état des choſes, qu'en Angleterre le Gouvernement a trouvé infiniment plus de facilités qu'en France pour faire des emprunts.

Ce qu'on ne dit guères en France, c'eſt qu'en 1784, les Anglois découvrirent auſſi un immenſe déficit dans leurs finances, & que la conſternation fut générale parmi eux. Il n'y a eu d'autre remède que de ſe réſoudre à de nouvelles taxes. Cette Nation jouit aujourd'hui du prix de ſon courage & de ſa réſignation. En ayant égard à la différence de la population, l'Auteur établit que la contribution moyenne de chaque individu françois eſt de 25 liv. 10 ſ. 7 d., & celle de chaque individu Britannique de 49 liv. 13 ſ. 8 d. (Voyez pag. 135.) On ne peut s'empêcher de penſer qu'il faut que l'induſtrie ſoit pouſſée à un bien haut dégré dans cette Iſle, pour donner à ſes habitans les moyens de ſupporter de pareilles charges. Les fortes taxes ne ſont donc un fléau vraiment inſupportable que dans les pays où le commerce & l'induſtrie ſont détruits. Parce que les François ſont moins avancés que les Anglois pour l'induſtrie & le commerce, l'Auteur en conclud qu'il leur reſte plus de reſſources pour l'avenir, ayant plus de progrès à faire. En Angleterre preſque tous les emprunts ſont perpétuels; en France, il y a pour cent ſept millions de rentes viagères qui s'éteindront ſucceſſivement. Il ſemble donc que l'épuiſement de ce dernier état doit être moins long à guérir. « Mais quelles que ſoient les eſpérances que les deux Nations peuvent raiſonnablement former par rapport à la liquidation de leurs dettes, à la diminution de leurs charges & au retour de l'aiſance dans leurs opérations de finance, il eſt certain que toutes deux ne doivent rien tant appréhender que le renouvellement d'une guerre qui acheveroit de les ruiner. S'il eſt vrai que le Gouvernement Britannique n'a aſſuré l'ordre de ſes payemens, & ſoutenu ſon crédit qu'en multipliant les contributions publiques à un point exceſſif; s'il eſt évident que le Gouvernement françois ne diſſipera les craintes de ſes créanciers & ne rappellera la confiance qu'en uſant abſolument du même moyen, quelles reſſources reſteroit-il donc à l'un & à l'autre à la fin d'une nouvelle guerre, quand chacun d'eux verroit ſa dette augmentée de quinze à dix-huit cents millions, & ſon revenu diſponible diminué de quatre-vingt à cent millions par l'accroiſſement de la ſomme annuelle des intérêts à payer? »

Il y a encore dans cet Ouvrage quantité d'excellentes obſervations ſur la différence des dépenſes occaſionnées par la diverſité des poſitions de la France & de l'Angleterre; ſur la détreſſe où ſe trouva cette dernière Nation dix ou douze mois après la dernière paix; ſur les impôts des deux pays & la manière dont ils s'accordent; ſur les ſommes aſſignées aux divers départemens, & l'on obſerve dans cet article que l'Angleterre ne dépenſe pas

plus pour ſa marine que la France pour la ſienne; ſur la méthode des emprunts; le peu de déſavantage réel de l'indépendance de l'Amérique pour la Grande Bretagne; l'erreur de ceux qui croient qu'il conviendroit de rembourſer *entièrement*, s'il étoit poſſible, la dette nationale; l'horrible déſaſtre d'une banqueroute qui réduiroit la moitié des familles du Royaume au déſeſpoir, & feroit, pour ainſi dire, reculer la Nation entière de plus de ſoixante années; l'excellente manière d'aſſeoir & répartir en Angleterre l'impôt territorial, méthode ſi différente de celle qui eſt propoſée par la plupart des raiſonneurs de ce pays-ci, & que cependant l'expérience a prouvé être le plus propre à encourager au ſuprême degré le zèle & l'activité de l'Agriculteur, &c. &c.

Toutes ces matières ſont traitées ou ſeulement expoſées dans la ſuite de ces recherches avec une netteté & une préciſion auxquelles il paroît difficile de ſe refuſer. Il nous ſemble qu'il n'y a point de lecture plus utile pour ceux qui veulent s'inſtruire de ces importans objets; & il eſt bien à déſirer que cet Ouvrage ſoit médité avec ſoin par toutes les perſonnes qui, dans les Etats-Généraux, doivent travailler au grand ouvrage de la reſtauration de la *Patrie*. Nous diſons la *Patrie*: car les gens raiſonnables peuvent enfin ſe ſervir de cette expreſſion, puiſque s'en occuper a enfin ceſſé d'être une folie & chimérique ſpéculation.

COURS.

M. l'Abbé *Galigniani*, ouvrira le 1er Mai prochain, au Muſée, rue Dauphine, un Cours de Langue Italienne pour les hommes & les femmes, qu'il continuera les jours & aux heures fixés dans la première ſéance.

Le Jeudi 7 Mai l'on commencera auſſi à faire des Diſſertations Académiques ſur différens ſujets les plus inſtructifs & les plus agréables de la Littérature & même de la muſique italienne, & on continuera tous les Jeudis à ſix heures du ſoir.

Il faut ſe faire inſcrire entre onze heures & midi.

LIVRES DIVERS.

Le Voyageur à Paris, Extrait du Guide des Amateurs & des Etrangers voyageurs à Paris; contenant une deſcription ſommaire mais exacte de tous les monumens; chef-d'œuvres des arts, établiſſemens utiles & autres objets de curioſité que renferme cette Capitale; cet Ouvrage utile aux Citoyens & indiſpenſable aux Etrangers, a été rédigé par M. *Thierry*, Auteur du Guide des Amateurs, il eſt orné d'un nouveau Plan de Paris; 2 parties in-12; prix 3 liv.

L'Adminiſtration de Sébaſtien-Joſeph de Carvelho & Mélo, Comte d'Œyras, Marquis de Pombal, Secrétaire d'Etat & Premier Miniſtre du Roi de Portugal *Joſeph I*; 4 vol. in-8°, avec le Portrait de l'Auteur; prix 16 liv. 10 ſ.

La Vie & le Teſtament de Michel Noſtradamus, Docteur en Médecine, Aſtrophile, Conſeiller Médecin ordinaire du Roi, né à St-Remy, le 14 Décembre 1503, ſous le règne de Louis XII, avec l'explication de pluſieurs Prophéties très curieuſes; in-12 de 179 pages d'impreſſion.

A Paris, chez *Gattey*, Libr., au Palais-Royal.

Catalogue des Livres & Tableaux de feu M. *le Tort de Cheſſimont*, Directeur Général des Poudres & Salpêtres de France; dont la vente ſe fera le Lundi 4 Mai & jours ſuivans, quatre heures de relevée, en l'une des ſalles de MM. de Ste-Croix de la Bretonnerie, rue des Billettes; prix 1 l. 4 ſ. A Paris, chez *le Boucher*, Libraire du Châtelet, au coin des rues de la Calandre & du marché Palu, en la Cité.

EXTRAIT des Regiſtres des Scellés apposés dans la Ville & Faub. de Paris, après décès:

Du Sr *Ferrier*, Md Horloger, rue St-Louis, près le Palais.

TABLEAU des Séparations affichées aux Conſuls.

Du 22 Avril. Suſanne *Laurent*, Commiſſionnaire au Mont-de-Piété, femme de Pierre-Martin *Front de Montigny*, Bourgeois de Paris, rue Ste-Avoie.

MUTATIONS.

Suite du Sceau du 22 Avril 1789.

M. Jacques-Hypolite-Jules-Anne *Michau de Montblin* a été pourvu de l'Office de Conſeiller du Roi au Châtelet de Paris, au lieu de M. Antoine-Jean *Vanin*.

M. Henry *Dervint* a été pourvu de l'Office d'Huiſſier Commiſſaire Priſeur au Châtelet de Paris, au lieu de M. Sauveur *Maſſon*.

M. François-Nicolas *de la Guillaumie* a été pourvu de l'Etat & Office de Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Maître des Requêtes Ordinaire de ſon Hôtel, au lieu de M. *de Châteaubrillan*.

M. Antoine-Jean *Vanin* a été pourvu de l'Office de Conſeiller du Roi, Maître Ordinaire en ſa Chambre des Comptes de Paris, au lieu de M. Alexandre-Simon *le Normand de la Place*.

M. Henry-Elizabeth *de Jougla de Peraza* a été pourvu de l'Office de Préſident à Mor-

tier au Parlement de Toulouſe, au lieu de M. Jean-Louis-Aug.-Emmanuel *de Cambon*.

FOURRAGES.

Des 15, 16, 17 & 18 Avril. — Port de la Grève. Avoine, le ſeptier, prem. qual. 25. 26 liv. Infér. 22 l. 10 ſ. 23. 24 liv.

Du 17 Avril — Porte St-Michel, Foin, pr qual. 54. 56 liv Inf. 40 43 45 liv. Luzerne, 30. 33. 35 l. Paille, 36. 38. 40 liv.

Du 17 Avril. — Porte St-Martin, Foin, pr. qual. 44. 46. 48. 50 liv. Inf. 40 42 liv Paille, 32. 34. 35 l.

Du 17 Avril. — Porte S. Antoine, Foin, prem. qu 42 liv. Inf. 38. 40 liv. Paille, 34. 36 liv.

SPECTACLES.

ACADÉMIE ROYALE DE MUSIQUE. Demain 28, IPHIGÉNIE EN AULIDE, Trag. lyrique, paroles de M. L. B. D. R., muſique du Ch^er Gluck.

THÉATRE FRANÇOIS. Aujourd. 27, la 2^e repréſ. de LA FAUSSE APPARENCE, ou *le Jaloux malgré lui*, Comédie nouvelle en trois actes, en vers, précédée D'HYPERMNESTRE, Tragédie de M. le Mierre.

L'Acteur nouveau jouera le rôle de *Lyncée* dans la Tragédie.

Demain la 10^e rep. *des Châteaux en Eſpagne*.

Mercredi la 11^e d' *Auguſte & Théodore*.

THÉATRE ITALIEN. Aujourd. 27, la 5^e repréſent. de L'HEUREUSE INCONSÉQUENCE, ou *la fauſſe Payſanne*, Com. nouvelle en trois actes, en vers, mêlée d'ariettes, prédée de SILVAIN, Com. mêlée d'ariettes, par M. Marmontel, muſique de M. Grétry.

Demain *Tom Jones à Londres*, & *la Brouette du Vinaigrier*.

THÉATRE DE MONSIEUR. Aujourd. 27, la 1^re repréſent. *d'Orgon dans la Lune*, ou *le Crédule trompé*, Opéra françois, en trois actes, parodié ſur la muſique de Paiſiello.

La Dame *Hedoux de Verteuil* y débutera par le rôle de *Liſette*; le S^r *Gaveaux* par celui de *l'Empirée*, & le S^r *Deſchamps* par celui de *Firmin*.

Demain *I Filoſofi immaginarj*

En attendant la 1^re rep. *du Conſeil imprudent*.

PALAIS ROYAL.

VARIÉTÉS. Aujourd. 27, la 2^e repréſ. de *Conſtance & Linval*, Comédie en deux actes, en proſe, ſuivie *des Intrigans*, ou *Aſſaut de fourberies*, Comédie en trois actes, en proſe, *demandée*, & précédée *du Fou raiſonnable*, auſſi en proſe, en un acte.

PETITS COMÉDIENS de S. A. S. Mgr le Comte *de Beaujolois*. Aujourd'hui 27, *le Tuteur avare*, Opéra-bouffon en trois actes, précédé de *l'Amour arrange tout*, Comédie en un acte.

BOULEVARDS.

GRANDS DANSEURS DU ROI. Aujourd. 27, la 3^e repréſ. de *Blaiſe le Hargneux*, Comédie en deux actes, avec un Divert.; la 5^e *du Pari imprudent*, Com. nouv. en un acte; *les Rivaux congédiés*, Com. en deux actes; & *la Mine eſt trompeuſe*, Comédie. On commencera *par le Diable boiteux*, Pant. à mach., en trois actes.

AMBIGU COMIQUE. Aujourd'hui 27, la 6^e repréſ. *des Amazones*, Pièce à ſpectacle, en deux actes, mêlée de muſique & de danſe, précédée *du Serrail à l'encan*, Pièce en un acte, mêlée de Divertiſſemens, & *du Comédien de Société*, Proverbe.

MORTS.

M. Jean-Pierre *Druyer*, M^d Quincaillier, rue St-Denis.

M. François-*Née Lamare*, Bourgeois de Paris, rue de la Ville-l'Evêque.

Auguſte-Alexandre-Sébaſtien *Girardin*, fils mineur de M. Jean-Baptiſte-Sebaſtien Girardin, Huiſſier-Priſeur chez M. ſon pere, rue des Boucheries.

Marie-Magdeleine Maillot de la Taille, veuve de M. Pierre *Champré*, Licencié ès-Droits, rue Gît-le-Cœur.

M. Etienne-Marie *Roſe*, Maître de Muſique des Pages de Mgr le Duc d'Orléans, rue des Bons Enfans.

Geneviève Monard, épouſe de M. Etienne *Larget*, ancien M^d Epicier, Doyen de MM. les Echevins à St-Denis en France, rue d'Enghien.

On s'abonne tous les jours pour ce Journal & celui des Savans, rue Plâtrière, N° 11. vis-à-vis l'Hôtel des Poſtes. Prix du 1^er, 30 liv. pour Paris, 33 liv. pour la Province.

Prix du 2^d, 16 liv. pour Paris, 20 liv. 4 ſ. pour la Province.

On s'abonne auſſi ſéparément pour la Feuille du Journal de Paris qui contient l'annonce des Deuils de Cour, moyennant 6 liv. par année.

De l'Imprimerie de QUILLAU, Imprimeur de S. A. S. Mgr le Prince de CONTY, rue du Foüare, N°. 3.

ascendia con corta diferencia á 14 millones de libras
tornesas al año. Los subsidios extraordinarios concedidos
por el Parlam.to á esta reina en los 45 años q. mandó
no pasaron de 65 á 70 millones seg.n el Lord Salisbury y
David Hume.

M. Burgh en su apreciabilísimo libro intitulado Political disquisitions dice q. en 1633, 8.o año de Carlos 1.o sus rentas no pasaban de 16,500,000 libras.

En 1660 montaban las rentas á 28 millon.s

En 1688 estima Chalmers q. llegó á 48 mill.s

En 1701 prim.o año de la Reina Anna las rentas habian crecido rapidam.te hasta la suma de 87 m.s seg.n el mismo Chalmer.

En 1751, 25 del reinado de Jorge 2.o la renta de la nacion britanica pasaba de 138 millon.s

Desde esta epoca ha sostenido dos terribles guerras la del año de 55, y la del de 76. La 1.a le costó 850 millones

ademas de su renta ordinaria; p.r consig.te contrato
una deuda igual al referido Capital; y el dezo de
satisfacer sus redits hizo subir su renta en 14
anñ desde 138 m.s a 239. Fal.ta en 1765 y
subsistio hasta 1775 q.e empezo la guerra originada
p.r el rebelion de sus Colonias. En 1786 subio a 367 m.s

Renta ordinaria Lib.s Tornesas

En 1600 ..... D 14,000,000
En 1633 ..... D 18,540,000
En 1660 ..... D 28,000,000
En 1688 ..... D 48,000,000
En 1701 ..... D 87,000,000
En 1751 138,000,000
En 1765 239,000,000
En 1786 367,000,000

Cada libra esterlina se regula a razon de 13 lib.s torn.s
3 sueld.s y 6 din.s

Es dificil hazer una historia tan continuada
y segura de la renta de Francia. En Inglaterra

de muchos siglos á esta parte se presenta todos los años un estado exacto de los productos del fisco y sus inversiones. En Francia no se ha practicado este cómputo hasta el año de 1781. No obstante por las luces q.e se han podido sacar de algunas memorias sobre este particular se ha formado el siq.e estado

Rentas ordinarias de Francia. Libras torn.s

Estia el año de 1550 31,000,000

Estia el de 1640 87,000,000

Estia el de 1680 208,000,000

En 1758 308,000,000

En 1776 377,000,000

En 1781 427,530,561

En 1788 ..... 472,415,549.

Debe advertirse q.e la renta de Ynglaterra es el líquido q.e entra en el Echiquier ó el Tesoro R.l deducidos todos los gastos de administracion recaudacion, las primas ó gratificaciones p.r la esportacion.

de granos y otras mercaderias, y-las draw-backs
ō debolucion de dros. Por exemplo en el año
de 1775 el producto total de la Excisa fue de
127,631,863 lib. torn.: pero las gratificaciones y
las draw-backs pagadas p.r este ramo ascendieron
a 5,301,379; y-los gastos de recaudacion a 7,019,743
Asi la excisa solo produxo al Echiquier liquidam.te
115,310,735. En el mismo año el producto
total de las Aduanas fue de 117,450,893 sobre
las cuales se pagaron en gratificacion 3,888,765
En draw-back 49,383,840, en gastos de recau-
dacion 6,672,082 total 60,544,687.

Las rentas de Francia son su total
sin descontar ningunos gastos. Estan en Yvot los
de recaudacion son en Ynglaterra 1½ p.r ciento en el
tributo sobre las tierras: 5½ en la excisa y el impuesto
sobre la drecha, y-15 en los dros de Aduana. En
Francia segun Neker son 6 p.r ciento en las

Yeeras generales, 13½ pour les fermes, y 16 ¾ pour
les aides. &c.

Debe notarse q.e sin embargo de la superio-
ridad de la marina Yngleza sobre la Francesa el comer-
cio anual de una y otra nacion en este ramo es casi
igual esto es de 45 mill.es con corta diferencia.

A recargo de esto q.e ha sufrido en pos
tiempo la Yngla tierra da la explicacion natural de
un fenomeno q.e aflige a los politicos Yngleses. Esta ne-
cesidad ha aplicado a tener estad.s exactos de su balanza co-
mercial. Las tablas del Caball.o Witworth las dan
desde 1696 hasta 1774. el S.r Chalmers en su obra
sobre la fuerza de la Yngla terra desde la revolucion
del 1688 las da tambien desde la buelta de carlos 2.o hasta
1782 inclusive. De estas tablas se ha sacado el vi.o
estado q.e manifiesta la decadencia de la balanza
Mercantil Yngla sa en su comercio Exterior

Balanza media ā favor del Comercio de la Gran Bretaña en los anos siguientes.

Desde 1761 a 63. ..... ∂ 134,933,007
Desde 1764 a 66 ..... ∂ 100,863,809
Desde 1767 a 69 ..... ∂ 056,893,620
Desde 1770 a 72 ..... ∂ 081,765,930
Desde 1773 a 75 ..... ∂ 070,964,445
Desde 1776 a 78 ..... ∂ 043,352,341
Desde 1779 a 81 ..... ∂ 045,683,046
Desde 1782 a 84 ..... ∂ 035,620,612.

Por esta balanza se ve q.e el comercio in-
glés es cerca de 100 millones menos rico delo
q.e era 25 anos há.

Cap.o 3.o

Aumento de la deuda publica en los dos reinos.

En los tiempos en q.e Sparta y Atenas se disputa-
ban el imperio de la Grecia, Roma, y Cartago el
de Europa, Genova y Venecia el comercio del

Al oriente, la Suecia y Dinamarca la preponde
rancia en el Norte, las naciones se contentaban
con guardar en sus contiendas los caudales q.e re-
sultaban ahorrados, ó los tributos q.e imponian anual
m.te pero no contraian deudas cuyos redditos gra-
vasen las generaciones sig.tes

El origen de la deuda publica
en Inglaterra es coetanea á la epoca del re-
volucion. Guillermo 3.o precisado á oponer á la
Francia fuerzas proporcionadas á las formidables
armamentos adventad.s p.r Luis 14 propuso a su
nacion el recurso á los prestamos ya practicado
en algunos paises de Europa. Pero como cafitodas
las deudas q.e contraxo eran prorogaderas á determina-
do tiempo y en efecto fueron ratificadas con exacti-
tud, en 1702 el capital de la deuda Inglesa no
pasaba de 238,000,000. de lib. esterlinas.

Estos de 1711 llegaba 1173,000,000 ps.
los infructuosos esfuerzos q hizo la Inglaterra en
la Guerra de Sucesion á la Corona de España.

En 1716 los intereses de la deuda fueron
Reducidos á 6 á 5 %.

En 1727 baxaron á cuatro ps. ciento.

En 1738 habiendose hecho algunos pagos en
los años anteriores se halló la deuda reducida
á 1073,000,000.

En 1743 Despues de la guerra q. originó
la muerte del Emperd.r Carlos 6.o se havia acrecen-
tado la deuda á 1312,000,000, por los malos
pagos de 68 mill.es de reditos annuales; q. p.r la reduccion
á un medio p.r ciento baxaron á 61 mill.

En 1755 la Inglaterra declaro de nuevo la guerra
á la Francia sobre algunos terminos de sierta del Canada,
y se mezclo en ella Espa.a

En 1757 se baxó el redito de

la deuda nacional otro medio p.r ciento, y quedò reduci
do à 3 el interes de una fondo preferador en gran
parte à 6.

En 1764 El Capital de la deuda fundada
subia à 3390 mill.s y à 112 los reditos.

Hasta 1775 se extinguieron 249 mill.s
de la deuda fundada, y Chalmers estima, q.e esta deuda
llegaba à 3150 millones: los reditos à 102, y ademas
corrian en el comercio cerca de 30 millones de billetes
del Echiquier q.e no estaban extinguidos à 3 p.r ciento.

La guerra originada p.r el rebelion de
sus Colonias ha sido la mas costosa q.e sufrió la Ingla-
terra. Desde el año de 76 al de 84 aumentaron à la
deuda el Capital de 1,243,712,500, cuyo redito son 95,144,4/23.

Todas las deudas contraidas durante la
Guerra estaban fundadas desde su origen, et cada bill de
Empresstito acompañaba otro bill q.e imponia nuevos tributos
p.a satisfacer sus intereses. No dudaba la creacion Ynglesa

C
g.ª al liquidarse las cuentas de la guerra, resultaría una deuda no fundada: pero nunca pensaron q.e fuese tan considerable como la q.e encontró, pues después de reunirse las cuentas de la Marina, la arrib.ª y extraordinario de la guerra se averiguó q.e la tal deuda ascendía á 484 mill.s q.e exigiendo de réditos. Además había en circulación 120 mill.s de billetes del Echiquier sus intereses 6. mill.s

Nada da idea mas exacta de la ~~Con~~ deuda actual de la Inglat.ª q.e la relación de la nueva Comisaría nombrad.ª en 1786 p.ª examinar las cuentas el Xcrio y Canc.r presentadas p.r el M. Pitt. Por ella se ve q.e para pagar los réditos perpetuos, las rentas Vitalicias y á término, el interés de 28 mill.s de billetes del Echiquier q.e Gran en circulación y ensin las Oficinas q.e corren con la deuda nacional se reconocen anualm.te 221 millones, de los cuales solos 30 son rentas vitalicias, ó de término señalado p.r comig.te insuscep-tibles de extinguirse naturalm.te

La renta de la Gran Bretaña

no pasan de 367 millon. deven. paga 221 p.r redito
de su deuda asi no le queda sino 146 de q.e disponer
p.a gastos de marina, exercito, lista civil &c.a

Estado de la deuda nacional de Inglaterra en 1786

Capital q.e debia antes de 1775	93,150,000,000
Nuevos empresitos ..... hasta 1784	81,749,712,500
Deuda no fundada q.e se halló existir en 1784	90,414,000,000
Billetes del Echiquier q.e quedaron en circulacion	8,128,000,000.
Capital de toda la deuda Inglesa	85,431,712,500

La Irlanda tiene su deuda particular.

La mayor deuda fundada en Inglaterra, ag.da la mayor parte de la deuda publica, q.e tiene consignada invariablem.te una parte de las rentas p.a satisfacer sus reditos. Pero acaece q.e el Gobierno, y con es frecuente en tiempos de guerra, contrae deudas p.a las necesidades urgentes de tres-cien

Tierra o de mar sin Acuerdo del Parlam.to
q.e se comig.e no hay parte alg.a de la renta
publica destinada a satisfacer sus reditos, p.r q.e
dela Inversion de estas rentas solo el Parlam.to
puede disponer. Este es una especie de prestamo
q.e los particulares o los Proveedores hacen al Rey
personalm.te esperanzados q.e despues tendra bastante
Influencia en el Parlamento p.a determinarle
a ratificar estos empeños y asignar el ramo de
Rentas q.e debe pagar sus intereses, y en el q.e
no se verifican forman la q.e los Ingleses llaman
Deuda no fundada.

Los billetes del Echiquier ofrecen en
Inglaterra el recurso momentaneo q.e se procuran
en Francia p.r medio de las anticipaciones.

Vamos ahora a la deuda nacional de
Francia, sin embargo de q.e respecto della en los tiempos
anteriores al año de 1715 hay las mismas dificultades

2.º el interes 102,000,000, de los cuales 92 eran rentas perpetuas y diez millon. á termino.

El Soberano Ingles casi nunca fue prestado á renta vitalicia, y tiene sobre el Banco la ventaja q.e siempre encuentra dinero á menos interes. Baxo Jorge 1.º sus empresitos fueron casi siempre por fuertes sumas á 3 p.r ciento y nunca pasaron de 4.

En los dos primeros años de la guerra de 1755 hallaron quanto dinero quisieron á 4 p.r ciento y el resto de la guerra á 4½. En la ultima el interes medio de sus deudas fue mas bien inferior. y Jorge 3.º al 5 p.r ciento.

Capit.º 4

Continua el mismo asunto.

Apresurando la Independencia de las Colonias exigió la Francia dar un golpe funesto á la potencia Britanica:

pero se engañó como la misma Ynglaterra de havia engañado creyendo las colonias esenciales á su felicidad de lo q.e le eran. Su perdida en nada ha disminuido su poder, su comercio ni su opulencia. Solo debe temer el no haver previsto esta consecuencia, para haverles dado ella misma con tiempo oportuno la libertad q.e estas resueltas á defender con lo cual sus fuerzas se hubiera duplicado 2000,000,000 mas deuda, y 120 ℔ de rédito annual. La Francia p.r el mismo principio hubiera debido, sus reservas p.a darles un destino distinto. mas util q.e el de la guerra mas gloriosa. Su renta se hubiera acrecentado, y hubiera excedido al gasto, su deuda no hubiera tenido incremento, y seria en la actualidad

el reino mas rico y mas desempeñado de Europa.

Para hacer esta verdad sensible

se formará p.r la cuenta publicada en 88 un estado de

la deuda publica act.l de Francia.

Total de cientas via- jeras en 1788 ...	..... ₰ 107, 476, 690
Id.m perpetuas	₰ 130, 605, 831
Total	₰ 238, 022, 721.

En 1755 las 1as eran .... ₰ 046, 722, 994.

Idem las perpetuas .... ₰ 105, 113, 364

Aumento de 88 resp.to de 75	₰ 86, 181, 763.
En el mismo tiempo la in- tereses de la deuda Ynglesa ha au- mentado	₰ 119, 000, 000

Por consig.te el recargo passivo de Ynglaterra desde

75 hasta el dia excede al de Francia desde la misma e-

poca en cerca de 33 millones.

Debe advertirse q.e el ministerio Británico
ha procedido con mas moderacion en sus
Empresitos q.e el Frances. Desde 1740 hasta 63 se
aumentó la deuda Inglesa en 235o millon.s Desde
el año de 21 al de 75 la deuda francesa se aumentó
unicam.te 1886 mill.s Desde 1755 á 81 los nueve
Empresitos tomados p.r los Ingleses formaban un Capit.l de 1250 m.s
la deuda no fundada ascendia á 128 m.s Del Echiquier
del Echiquier devengados en circul.n subian á 128 m.s
p.r consig.te el Nivel de Capitales tomad.s p.r los Ingleses
en la ultima Guerra ascendian á 292 m.s
total de la deuda de Francia: 1151 mill. de libras torn.
Francia los 25 millon.s de aumento en las rentas perpe-
tuas al dezier vingt. supusieron 680 mill.s Nadas, y los
61 mill.s de rentas viageras, y cerca de otras veinte consi-
guidas en el mismo tiempo al dezier onze supusieron
891 millones. Por consig.te la suma de los empresitos
franceses p.r encima de 1500 mill.s esto es 800 menos q.e los Ingleses.

Recapitulemos el contenido de los tres capitulos
ultimos

Desde 1688 hasta 1786 la Inglaterra se ha
con una deuda
cargado de 5,431,712,500 libras tornesas cuyo redi-
to annual es de dosciemos veinte y un millones;
de estos mas de los 1/63, son de creacion posterior a
1712, y entre ellos 133 son rentas perpetuas, y solo
treinta son a termino prefixo. Los Capitales tomados
por el Parlamento de Inglaterra desde 1721 montan a cerca
de 2,350 mill.

Desde 1721 la Francia ha añadido a
25 millones de rentas perpet. y cargado Cuenca 95 de
otras rentas perpetuas, y los de rentas viageras. Los
Capitales q ha tomado desde 1721 no pasan 3250 millones
nes.

Esto es lo concerniente a la deuda. En
cuanto a las rentas.

La parte de la renta Inglesa em-
peñada

p.ª la deuda son 221 mill. sobre 361 de produc-
to neto. La parte de deuda francesa consigna-
da á la deuda es de 238 millones sobre 472 de
q.e hay grandes sumas q.e desfalcar p.r los gastos
de recaudacion y gratificaciones del comercio
Exterior. Desde despues de tratará despues. Aora
le puede alegarse lo q.e probará Contra q.e
la renta neta de Francia no pasa de 233 millo-
nes.

No quedan pues sino 146 mill. libres en
las rentas de Inglaterra, y 201 en la de Francia, que
es decir q.e el Rey de Francia tiene 56 millones
mas q.e Rey q.e el Parlam.to Britanico. Pero
la Francia es un pais abierto, y la Inglaterra
es una Isla en q.e las fuerzas navales constituyen
toda su seguridad. La Francia p.r el contrario esta
obligada á tener una marina p.ª proteger sus cos-

tas

y Exercitos y plazas p.a defender sus fronteras.
Asi los fondos ordinarios destinados annualm.te
En Francia al Departam.to de la Guerra exceden
en mas de 53 millones a los q.e emplean los Ynglesses
en su servicio de tierra.

Un territorio mas extenso ocasiona
al Gobierno gastos mas considerables. Las reales tribu-
nales de Justicia son en Francia incomparablem.te
mayores q.e en Ynglaterra. En Francia el crado
dotrina annualm.te grandes sumas p.a el reparo de
fuentes y caminos q.e en la Gran Bretaña ni unos
ni otros son de cargo del Gobierno: mantienen los
caminos y puentes con los dros de peage, con
corveas y otros fondos q.e no salen del Erario.

Capit.o 5.o

Del Deficit ocasionado en las rentas de las dos naciones con motivo de la Guerra.

El deficit q.e existe en las rentas de Francia contando
Lle

Siguiendo el mismo natural y preciso es de
Cincuenta y cinco millones. El g.º existia
En la Renta de Inglaterra el año de 1784
era de 30 mill.ºs

Pero debe advertirse q.º en los
Fondos q.º paga la Inglaterra solo hay 30
millones á termino fixo; y los otros seis sep-
timos consisten en rentas perpetuas. En los
Fondos de la Francia se hallan 100 millon.s de
Rentas vitalicias ó viageras q.º es casi la
mitad de la deuda francesa. Como las dos
Naciones cuentan el año sus anualidades
á termino y la otra sus rentas viageras
En los años ordinarios se sigue q.º q.º una
y otra se hayan extinguido la Francia
tendrá sobre la Inglaterra una ventaja
de 11 millones. Pero tambien debe adver-

B.o presente g.e ciento y siete millones de rentas viageras
g.e se pagan aora pudieran haverse remplazado
con sesenta de rentas perpetuas, si los 100 millon.
g.e supuesto ag.l se hubieren tomado a
5 p.r ciento de rentas perpetuas, con lo cual casi
no hauria en el dia deficit alguno.

Cap. 7.o

Desfalco g.e debe hacerse de la renta ordinaria
de Francia p.a ser comparable
ala Inglesa

Se ha dicho g.e las rentas anuales en el
Tesoro de Inglaterra descontados los gastos de
administracion, las gratificaciones y pensiones, dan-
dose todo esto gastos segun la cuenta dada
p.r Neker en el año de 1788 importan $ 39,168,906
g.e deducido de $ 78,529,904 g.e puede mirarse como
total de las rentas ordinarias en ag.l año, la deman-

439,060,998; y en esta situacion deben compa
rarse á las de Inglaterra.

Se debe pues ver q. las rentas
disponibles de Francia solo exceden á las de la Gran-Bretaña
en 55 millones. Pero en Francia el gasto ordinario del
Departam.to de Guerra aun despues de todas sus reduccio-
nes para de 100 mill.s y en Inglaterra, los gastos del ejer-
cito, la armad.a y Milicias juntas no pasan de 47 mill.s
En Francia los gastos de la casa R.l, del consejo, los
Intend.tes y la Judicatura suben y pasan de 36 millones y
en Inglaterra entran en la lista civil q. no tiene
mas de 21 mill.s de ang.s En Francia el gasto ordinario
de Puentes, calzadas, puertos, caminos etc. toma anualm.te
y a 8 mill.s sobre las rentas R.s. En Inglaterra nada
cuestan de Pesos. En Francia la multitud de familias
la exencion del reino thé hacen indispensable grandes
gastos entre otros 27 mill.s de pensiones, articulo desconocido
entre los gastos Ingleses; pues se pagan las q. hay de

misma cantidades consignad.s a las Dgarrams.

FACULTAD de TEOLOGIA
GRANADA

y- la misma escasez de materiales seguros é ins-
tructivos q.e respecto de las rentas.

En Francia fueron conocidos esta clase
de empresitos mucho antes q.e en Inglaterra. En
tiempo de Francisco 1.º se pagaban 3 ó 8 libras
de renta del Hôtel-de-ville.

Luis 14 gastó cerca de 18,000,000,000
de libras en todo su reinado, y dexó gravada su
nacion con una deuda inmensa q.e al tiempo de
su muerte ascendia á 1,643,000,000.

Acia el año de 1718 el sistema
de Law bolbió la cabeza á toda la nacion. El Gobier-
no le aprovechó de la locura de los particulares y pagó
su deuda con un papel q.e le preferia al dinero. Esto
la ilusion en 1720. El papel perdió todo su credito, y
ciento q.e el estado lo bolbió á recoger pero p.r una compo-
sicion miserable. La mitad de la nacion quedó arrui-
nada. El estado liquidó sus cuentas, y en 1721 halló

Vease las re-
cherches sur
les finances de
Mr. de Forbon
nois tom. 6°.

Su deuda reduida a 1,000,000,000, cuyo redito
se obligo a pagar al denier quarante.

La memoria de Mr. de Boulongne
manifiesta q.e en 1764 la deuda nacional mon-
taba a 2,156,000,000 sin comprender los capitales
de las rentas viageras. Los redits q.e pagaban de la
deuda en rentas perpetuas ascendia a 93,468,598 lib.

Por la cuenta dada p.r Mr. Turgot en 1775
se ve q.e ennonces el redito de deuda publica
de Francia ascendia a 152,000,000, de los cuales
105 en rentas perpetuas, y 46 en viageras.

Para tener el capital de este redito
p.r un metodo inciento p.o q.e se acerca a la verdad pue-
den criminarse las rentas perpetuas al denier vingt, y el
dias rentas viageras au denier onze, y podra com-
putarse y reputara q.e en 1775 la deuda nacional
podia considerarse como equivalente a 2600,000,000.

Se ha visto q.e acia el mismo tiempo el
Capital de la deuda Inglesa era de 3150,000,000, y

Journal d'economie publique
de lo ventose an. 5.o cr. 19. t.o 3.o

De la revolution française par M. Necker
1796. Edition originale 2 vol. in 8.o - et Paris
chez Maret.

Voi a dar un compendio mas bien q.e un
extracto de la 1.a parte de esta obra, q.e es la
mas importante y la mas util de las cuatro.
El autor ha sido testigo y parte de todos
los hechos q.e contiene, y su relacion es fiel
interesante y grandiosa. Estos hechos, (comprehender) dan la
censura de los antiguos abusos, y la critica de la
conducta observada p.r los Ordenes privilegiados
en 1789, y la disculpa del celo, tal vez im-
prudente, q.e ~~han~~ manifestaron los amigos de
la libertad al principio de la revolucion. Este
volumen es al mismo tiempo un monumen-
to historico y una grande instruccion poli-
tica.

Ademas
Los tomos serán obsequiados con solo extracto, y
al fin hare algunas observaciones sobre el todo.

El primer objeto q. ocupa á Necker
es la investigacion de las causas q. produxeron
la revolucion. No quiere imitar, dice en el
prologo, á los escritores filosofos, q.e p.a explicar
las causas de los sucesos modernos, se remontan
á los siglos lejanos. Elevar su talento á una
altura desmedida, sin advertir q.e guarda may.r
distancia establecer entre los objetos de su
meditacion, estar mas expuesto á unirlo
con vinculos arbitrarios; y tal vez fantasticos,
apurando el disparo sin utilidad.

Los precursores de la revolucion observa-
dos por el autor son los sig.tes 1.o La gran fuer-
za de la opinion publica, q.e llama una poten-
cia nacida en nuestros dias, q. atribuye esta mis-
ma fuerza, al punto q. Luis 14 manifestó por los
elogios; al vuelo q. permitio tomasen los talentos

q.e celebraba; á la emulacion q.e excitó entre ellos; á la necesidad de gloria q.e contrageron cantando la de su heroe; al hábito q.e el publico adquirió de decretar aplauso á todos; á la multitud de libros serios y no serios en q.e han agitado todas las questiones del orden social, y de hacerlo cernido á todos los hombres publicos; á la revolucion de America q.e hizo estudiar la constitucion de los Estados-unidos y la de Inglaterra; á la presuncion de los jovenes q.e han nacido á decidir de todo; al prurito de lucir, y descollar, q.e inspiró á los Magistrados mozos de los Parlam.tos, á impugnar las mas antiguas prerogativas de la magistratura.

2.º La enormidad de las contribuciones publicas, su desigual repartizion, el agotam.to del Erario, su mala administracion, el sobresalto de los acreedores del Estado, circunstancias q.e dieron a la opinion una tendencia irresistible acia los negocios publicos.

g.ª Añadase a estos motivos de subversion el espiritu filosofico q.e se dedico a examinar el fundamento de todas las obligaciones, burlandose de las opiniones religiosas; a sobreponer la esclavitud de la libertad a la sabiduria de los frenos, q.e la contienen, y las confusiones de la igualdad a las prudentes gradaciones de q.e el orden social se compone.

Ultimam.te para resistir a la influencia de los nuevos Sistemas, habia al frente del Gobierno un Rey lleno de probidad, pero debil, y del caracter menos apropriado para arrostrar tan poderosas circunstancias.

Sin embargo, el recurso a una administracion prudente hubiera tal vez prevenido la fermentacion de los animos: pero el Rey llama a Calonne al ministerio de rentas. Calonne se halla abrumado de su responsabilidad, propone al Rey la convocacion de una asamblea de los notables. Esta

asamblea es convocada, y a mui poco sus incer-
tidumbres manifiestan la necesidad de una asam-
blea nacional, revestida de todas las autoridades
necesarias para oponer una resistencia eficaz a los
desordenes de las tropas.

Calonne es despedido. Fouguex le
sucede, y se dedica a las tres semanas, no ca-
bales. Brienne remplaza a Fouguex. Brienne,
amigo de la libertad por sistema, e impetuoso por
caracter, aumenta el descontento general derpachan-
do precipitadamente a la asamblea de los notables, sin desarollar tiem-
po de verificar p.r sus tramites regulares la situacion
de las rentas y las necesidades del estado. El parlamen-
to rehusa la promulgacion de dos edictos burcaticos sobre cuyo registro
habia contado Brienne para subvenir a las urgen-
cias publicas, y pide los estados de entradas y sali-
das del fisco q.e habian sido denegados a los notables.
Los edictos son registrados p.r el Rey en lit de justice.
El parlamento protesta contra este acto arbitrario,
y es desterrado a Troyes. El pueblo toma un vivo

Rey
Bitere á su fabor. El, le levanta el destierro. Bi-
enne propone entonces un empresito, y el mismo
Rey lleva ^el dicto ~~el edicto~~ al parlamento ~~y este le autori-~~
~~Lo. Le no el edicto~~ q.e autoriza su verificacion.
El edicto es registrado, pero el Duque de Orleans
y algunos parlamentarios son desterrados p.r haber
hecho una terrible oposicion. En fin Brienne
imagina la instruccion de la cour plenière q.e
partia entre los cortesanos la autoridad legislati-
va, despojando a los tribunales Supremos de sus
antiguas prerogativas

Entonces llego á su colmo el des-
contento publico general. Se forman asociaciones
en la Bretaña, en Bearne y el Delfinado. Se espi-
den lettres-de-cachet contra los diputados de la
nobleza de Bretaña, y se aumenta la fermenta-
cion.

La cour plenière es abrogada: pero el par-
lamento se declara incompetente p.a conocer contri-
buciones, y pide la convocacion de los Estados Gen-
Grales.

La voz publica repite con fuerza la misma peti-
cion. El govierno al principio hace el desen-
tendido; despues se toma dos años de termino p.ª
deliberar; al fin instado del clamor general y
apurado p.r las circunstancias anuncia su con-
vocacion para el 1.º de mayo del 789: y Brienne
faltro de reunir p.ª fugar los acreedores del e-
stado y hecho obstro de su furor, se vió forzado
á renunciar.

En estas circunstancias se vuelve
á llamar á Necker al ministerio. Le han
culpado de q.e no impidió la convocatoria de
los estados, y es claro q.e esta precedió á su
restitucion á la corte. Se le ha culpado
de no haber hecho esta convocatoria. Si
no teniendo esta á su favor la opinion pública.
la q.l nada pudo hacerle bueno, debia oponerse
á ella. Fuera de que, el Rey sanar puso en
question el quebrantam.to de su palabra; y q.e
ministro se hubiera atrevido á proponer ese

Sobre todo, quando la nación cifraba sus esperanzas en los Estados generales i q.e hombre podia prometerse suplirlos, sin verse expuesto á sufrir la pena de su loca temeridad? Enfin el mismo Nec Ker esperaba i y.e g.e en devata de esperarse entonces grandes ventajas de la asamblea de los Estados g.les

En la universal expectativa, los candidatos publicos iban á ser puestos en seguridad, el pueblo tratado con decoro, la libertad individual asegurada, las contribuciones reducidas á sus justos limites, abolidas las rigores anexos á las unas, y las desigualdades introducidas en el repartimiento de las otras. Se esperaba ver fixadas las prerenciones de la corte y de los parlamentos, desmido el obstaculo q.e oponian á toda innovación racional, y suplida la ignorancia del monarca p.a hacer prevalecer los principios de una buena administración: se pude acumular á Necker como delito el haber participado de la Expectación universal acerca una reforma, cuya necesidad é ignorancia ningu.o le hallaba en estado de conocer mas bien q.e el.

Despues de haber mostrado la causas y las circunstancias q.e influyeron en la convocación delos estados, Necker examina lo q.e hizo y debio hacerse p.a su comprovación.

Era un punto mui controvertible entre los hombres mas versados en la historia, como le habian constituido los estados antiguos, y era un problema mui difícil p.a los politicos como debian combinarse los unos. Bäienne durante su ministerio habia invocado sobre este asunto las luces de los cuerpos Sabios, de los ayuntam.tos y de las administraciones provinciales.

De repente salió el parlamento de Paris mandó las formas observadas en 1614. Esta demostrable q.e estas formas no se podian asimilar al tiempo presente. Desde dho año habian variado mucho la superficie y la poblacion de la Francia. En 1614 los bailiages habian elegido un numero casi igual de diputados, y en 1789 la poblacion tenia una variedad respectiva de uno hasta cien Livres.

En los estados de 1614 los comunes habian sido ofendidos y humillados. Los estados habian durado güatro meses, sin producir otro fruto p.ª los dos primeros ordenes q.e la confirmacion de sus prerogativas, y p.ª el tercero la ignominia y el dolor de no haber alcanzado ningun remedio á los males de la patria.

La proposicion del parlamento de Paris produxo un descontento general; y el govierno juzgó necesario llamar de nuevo á los notables p.ª consultarlos sobre la forma y constitucion de la proxima asamblea. Necker advierte con este motivo, q.e no dió pruebas de ese profundo espíritu de democracia q.e se le ha imputado, consultando sobre este asunto un cuerpo compuesto especialm.te de los principes de la sangre, de los obispos, de los grandes señores, y de los gefes de los supremos tribunales.

Los notables hicieron investigaciones muy utiles y presentaron proyectos muy sabios. Se nombró una comision de cuatro consejeros

de estado y un ministro del despacho para reu-
nir las deliberaciones, y proponer una resolucion
definitiva, apoyada sobre dos principios q.e el Rey
habia decidido en su consejo de 27 de Diciembre
del 788 1.o Que los diputados del estado llano
fuesen iguales en numero, á los de los dos
primeros ordenes juntos. 2.o q.e se observase la
antigua institucion de deliberar los tres ór-
denes separados.

Confiesa Necker q.e tubo mucha flaque-
za en esta resolucion, y procura justificarla.

¿Era estraño, pregunta, q.e en el tribunal
de la equidad se concediese á los dos partes de
la nacion igual numero de interpretes q.e el
q.e concedia á la centesima? Quien era capaz
de prever las consequencias de esta igualdad y
el concurso de circunstancias q.e la hicieron fa-
tal? Los q.e reclamaban contra ella en 1788
hablaban en nombre del interes publico ó en el de
sus prerogativas particulares?

Pero acerquemonos á los hechos

Los diputados delos comunes en 1614 fueron segun los baillages, ya en numero igual, ya sugetos à los diputados delos dos primeros ordenes. En los Estados de Blois de 1576, y de 1588 la proporcion de los diputados de los 1.os respecto de los 2.os habia sido casi igual, y la de 1614 de ocho à once.

¿El estado llano no habia adquirido derecho à una representacion mas numerosa por su industria y su comercio fuentes abundantisimas de la riqueza nacional; por su educacion sus luces y sus costumbres q.e habian hecho mas respetables q.e las de las demas clases; por sus riquezas amovibles y sus capitales q.e le asociaban à la fortuna publica y à todas las fortunas particulares?

¿Y si la convocatoria se hubiese concebido segun el estilo antiguo, los baillages no hubieran enviado mucho mas numero de representantes del tercer estado?

Fuera de q.e ¿el Rey podia por ventura arreglar arbitrariam.te la diputacion de los tres ordenes? El mismo q.e Necker no habló en su relacion sobre este

punto de la necesidad q.e obligaba al Rey á decretar una representacion igual.te? pero esta necesidad de saber por eso de existir? El testimonio de las gentes del tiempo presente no acreditara la vehemencia con q.e todos se interesaban en Francia en el exito de esta decision?

¿No hemos olvidado q.e el parlamento de Paris q.e habia pedido las formas estilo, se negó forzado por el ascend.te de la opinion general á declarar, q.e su propuesta no podia aplicarse á la fixacion del numero respectivo de diputados de los tres ordenes; no creando, dixo el, determinado este numero por niñg.a ley, ni ningun uso ni costumbre, y no habiendo motivo alg.o q.e impida á la prudencia del Rey el hacer las modificaciones q.e la razon la libertad q.e, la justicia y el voto general puedan indicar.?

¿Hemos olvidado q.e la Sala primera de los notables, q.e el mismo Monsieur habia votado personalm.te á saber de la representacion igual.te y q.e la mayoria de las demas salas habia sido solo de

Dies

respecto del Sistema opuesto, y q.e la inmensa
mayoria de la nacion, se habia declarado, altam.te
contra esta debil mayoria de los notables, q.e no se
podia dudar q.e hubiera mudado de dictamen
si su asamblea no se hubiese disuelto antes de
presumpsion la opinion publica.

Tampoco se debe ignorar q.e el Rey
solo no tenia sobre este asunto mas q.e un derecho
de indicacion o siguiere de direccion: y q.e perteneciendo a los estados generales el derecho de
las elecciones, no tenia medio alguno de anular
las q.e executasen de sus reglamentos.

Otra question se presenta
discutir. Se pregunta: ¿p.r q.e el gobierno no exijio
p.r lo menos una propiedad importante p.a la
eligibilidad en los otros ordenes?

Necker da muchas respuestas a esta
pregunta.

1.o Nunca se habia exigido la propiedad
como requisito p.a el nombramiento de los diputados

del estado llano, como ni tampoco p.ª los del clero.

En 2.º lugar los comunes ricos p.ª evitar la humillación de la talla y del derecho de francfief no comprarán tierras hasta haberse ennoblecido con cargos. Así el exigir propiedad de los comunes para ser declarados hubiera sido lo mismo q.e excluir a los mas comidables de la representación nacional.

Se dirá q.e el govierno hubiera debido exigir a lo menos cierto caudal amovible como condición de la elegibilidad. ¿Pero q.e significa poder justificar legalm.te la propiedad amovible? La talla estaba tarifada por los estados y profesiones y no por los caudales. La talla no estaba establecida en todas partes; y variaba de forma en una provincias respecto de otras.

También se observa, q.e la representación de la nobleza no se limitó a los poseedores de feudos. Pero la primera nobleza hubiera entrado en este partido? Gran parte de los feudos de Francia habian pasado a gentes ennoblecidas de poco tiempo a esta parte; y los grandes Señores hubieran sido con indiferencia gozar

de un privilegio tan eminente sobre los segundos de las familias mas ilustres?

Se atrupera en fin q.e la elegibilidad del clero no le hubiese limitado a los poseedores de grandes beneficios: i pero q.e hubiera podido introducir semejante distincion en un orden q.e antes habia conocido ninguna?: Por otro lado; i en presumible q.e en las elecciones los Curas fuesen preferidos a los prelados?: i En fin el Rey podia persuadirse q.e los Curas fuesen tan temibles?

Tampoco convenia determinar arbitrariam.te el lugar donde debian celebrarse los Estados generales. Se ha criticado amargam.te la eleccion de Versalles por estar mui proximo a Paris, y de consiguiente abierto a las sediciones q.e pudieran suscitarse en esta gran ciudad. Necker expone las razones q.e obligaron a esta resolucion.

En 1789 las provincias amenazaban a los acreedores del estado cuyo may.r numero se hallaba en Paris, y el gobierno juzgó conveniente

libertarla de la influencia de los propietarios. Debe
además considerarse q.e una traslación del gobier-
no hubiera traído gastos enormes, y la penuria del
Erario no permitiría separarse de la economía.

Los exemplos, corroborar estas razo-
nes, pues los estados del 61 se habían celebrado
en el mismo París.

Enfin los comunes en 1788 anuncia-
ban como en todos tiempos un invariable afecto
al Rey; y el Rey dirigiendo entonces con la noble-
za de Bretaña, cuyo debía fortificar su autoridad
con la adhesión de los comunes. ¿Este modo de pen-
sar era nuevo en los Reyes de Francia? ¿El estado
llano no había señalado mil veces su celo en favor
de la autoridad real, q.do el clero y la nobleza tiraban
á destruirla? Y voluntariosos, ó sea á las naciones
extrangeras ¿no fueron los comunes los q.e en 1660
confirieron la suprema potestad á los Reyes de Di-
namarca, y no fueron los nobles los q.e en 1756
envilecieron el cetro de Suecia?

Tales son las reflexiones de M. Necker

Sobre los preparativos y entrada de los Estados generales.
Entramos con el en el examen de sus primeras
operaciones y observemos preliminarm.te el estado de
la Francia en la epoca de su abertura.

La Francia estaba enteram.te mudada.
Era la misma nacion, el mismo frais, pero no
tenia las mismas luces, las mismas costumbres
ni las mismas riquezas.

En otro tiempo los Reyes opulentos
con solos sus dominios, no tenian q.e pedir á sus
Cortes sino modicos subsidios. Luis 16 no tenia
lo millones de rentas territoriales, y se via obligado
á recurrir á los Estados generales p.a un renta
de 80 millones escasam.te capaz de llenar los gastos
publicos y los reditos de una inmensa deuda, en vis-
ta de la deliberacion hecha haberse declarado los
tribunales Supremos incompetentes p.a tratar empresti-
mos ni contribuciones. ¿Que fuerza no debia prestar esta
circunstancia á los representantes del mayor num.o de
contribuyentes! El clero mismo y la nobleza hubieran
perdido su antiguo ascend.te en estas circunstancias

aun g.do las relaciones de estos cadenes con el estado llano no hubiesen experimentado una gran mudanza g.e es necesario considerar.

El estado llano en dos siglos había cambiado totalm.te de situacion. Sus talentos y sus capitales hacian florecer el comercio g.e era una de las bases de la potencia publica. Una educacion proporcionada a sus riquezas había estendido sus luces, y acababa de ser llamado á la administracion en las asambleas provinciales. Otro era pues el estado llano de otros tiempos. Comparense sino los mas celebres Cahiers de 1614 con los memoires de Thouret y de Barnave y se conocera la diferencia.

Al mismo paso g.e el estado llano se elevaba los otros, decaian en su consideracion.

El respeto á la religion se debilitaba, y los prelados no p.r.o dexaban de hacer en Paris una vida á lo menos irregular. En medio de la urgencia publica todos fixaban su vista en las riquezas de este orden y las devoraban como el unico medio de salvar sus propiedades.

El orden de la nobleza no había decaido menos, sufrido menor decadencia. Richelieu llamando

los grandes á la corte les había quitado la consi-
deración de sus vasallos, p.ª allanar los rodeos del re-
no. Los habitantes del campo solo veían las pala-
cios de la nobleza, sus ricas propiedades, y sus indi-
cretos administradores. Ademas no convenía con-
hacer avaliar sus servicios, se hizo colmar de
gracias, hasi constituyendose en objeto de la emula-
cion y del descontento general. De su nuevo gene-
ro de vida resultó la degradacion de sus costum-
bres, el gusto á la intriga y el habito de la
bajeza. Pero no es esto todo: la nobleza se hizo
venal, y cerca dela mitad del orden se compuso
mui en breve de ennoblecidos. El descredito de una
parte debilitó el credito del todo. Que ascend.te po-
dia tener sobre el errado llano un orden g.l cua-
ba mezclado con el en sus dos tercios.2 Las alianzas
desiguales g.l multiplicó la necesidad de dinero unie-
ron la primera nobleza con los nuevos y
ayudaron á borrar la separacion de los dos
ordenes.

Al fin en la misma epoca la corte desprendiendose de la cofiguera, y familiarizandose con

las clases inferiores había perdido la magia de su poder.

En semejantes circunstancias lo q.e convenía mas á la Francia, no era la Constitucion general, sino una constitucion q.e aproximase á la de Inglaterra. La Camara de los pares hubiera recobrado todo el esplendor q.e había perdido la nobleza. La Camara de los Comunes volviera á recoger todos los ennoblecido q.e habian desertado de su orden. En fin las deliberaciones se hacian en dos Camaras en lugar de una, lo q.e favorecia la actividad q.e exigian las circunstancia.

Pero el Rey miraba con aversion todas las instituciones politicas de la Inglaterra. Mando despues de opinion pero q.e ya no era tiempo. En el dia tendriamos el gobierno britanico perfeccionado si el Rey, la nobleza y el tercer estado, q.e le deseaso en distintos momentos, hubieran llegado á quererle en la misma epoca.

El imbarre de establecerle en g.do se convoc
la cour pleniere. Entonces una representacion
de 600 ciudadanos al lado de 200 pares hubiera
sido recivida con aclamacion.

Pero olvidemos tantos pesares! Sien-
do inevitables los estados generales, se hubiera de-
bido formar un juyzio de la opinion publica,
y manejandola con destreza. Era menester ha-
blar á los unos de sacrificios necesarios, á los
otros de una moderacion general. Inspirar las
ideas del orden publico á los g.des mas que la
libertad, y la importancia del poder executivo á
los g.des creian todo en las leyes. Era necesario
defender lo presente contra lo futuro, lo cierto con-
tra lo posible y las ideas reales contra la ima-
sion de las ideas metafisicas. Era necesario mostrar-
se fieles á la justicia á la buena fe y á los
juramentos.